

bouge Arcueil

Été 2015 - N°39

Journal édité par
les communistes arcueillais-es

édito



Le peuple grec courageux
est l'honneur de l'Europe

Loi Macron, pour nous c'est non !

par Kévin Védie

En dégainant une seconde fois le 49.3, Manuel Valls impose l'adoption de la loi Macron en force et sans débat alors qu'il y a ajouté encore de nouvelles dispositions tout aussi libérales. Cette loi reprend les injonctions du MEDEF sans concertation, ni négociation avec les acteurs sociaux. Le Président de la République la qualifie de « loi pour le siècle à venir » ! Ce n'est, en fait, qu'un catalogue de mesures ultralibérales de déréglementation dans tous les domaines avec pour logique la sécurisation du patronat.

Un retour en arrière d'un siècle

Avec l'extension du travail du dimanche dans le commerce sans obligation légale de majoration, le travail de nuit rebaptisé en travail de soirée, de nouvelles dérogations d'application du Code du travail, les conditions de travail des salariés seront encore plus fragilisées. Sont aussi réduits les droits des salariés : facilitation des licenciements, mises en cause de la juridiction prud'homale, affaiblissement de l'Inspection du travail comme de la médecine du travail.

Des services publics privatisés

La déréglementation et la mise en concurrence du transport par bus va aggraver les inégalités d'accès au transport public, affaiblir l'entreprise publique SNCF, instituer un transport pour les pauvres tout en encourageant la SNCF à fermer des lignes jugées peu rentables. Elle aura pour effet d'augmenter les émissions de gaz à effet de serre sans se soucier de la sécurité des passagers. Le projet prévoit aussi la privatisation de GIAT Industrie, du MIN de Rungis ou encore d'aéroports jugés non rentables, de même que le passage au privé du service public de transfusion sanguine et donc la marchandisation du sang.

Plus d'égalité et de fraternité, c'est ce que nous voulons, c'est le contraire de la loi Macron. Même votée, nous devons rester mobilisés pour empêcher son application.

Alors qu'il venait tout juste d'être élu, Alexis Tsípras, le premier ministre grec, est revenu devant son peuple pour faire valider sa démarche d'insoumission aux marchés financiers et le peuple l'a de nouveau suivi à plus de 60 %. Le gouvernement grec, contrairement au nôtre, a dit ce qu'il ferait et il a fait ce qu'il a dit. François Hollande nous avait promis de renégocier le Traité européen contre lequel le peuple de France a voté en 2005. Finalement, une fois élu, il a intensifié les politiques d'austérité qui nous étranglent. L'injustice la plus flagrante de cette austérité est la baisse de dotations pour notre ville et les 36 000 communes de France.

Nous saluons avec émotion cette victoire courageuse de la Grèce sur l'argent roi. Ce non est un oui à la vie, à la création, à l'avenir, il ouvre les champs du possible. Le peuple grec ne s'est pas laissé impressionner par les outrageantes « prévisions » d'apocalypse des Merkel, Sarkozy et autre Martin Schulz. Il a su saisir sa chance. Contrairement à ce qui a été dit, Alexis Tsípras ne souhaite pas la sortie de l'Europe de la Grèce, mais une reprise des négociations sur un mode plus respectueux de la part de la BCE et des pays de l'Union. Bien sûr, rien n'est écrit et personne ne sait si les négociations aboutiront, personne ne sait à l'heure où nous écrivons ce qui va se passer. Mais le peuple grec sait en revanche comment il aurait été étouffé s'il avait voté oui.

Un vent nouveau pourrait bien souffler sur l'Europe, venant de la Méditerranée, passant par Athènes, Madrid et Barcelone. Vent frais, il pourrait s'engouffrer dans les terres européennes par nos vallées et nos montagnes, nous sommes prêts, nous les communistes. Mais ceci ne sera possible en France que par un rassemblement large de ceux et celles qui ne croient juste pas à ces politiques d'austérité et qui veulent tenter leur chance. La victoire du peuple grec est la victoire de tous les européen-nes qui ne se résignent pas. Les batailles perdues sont celles qu'on n'a pas livrées.

Les communistes d'Arcueil

L'Humanité l'Humanité l'Humanité

YOUSSOUPHA

JULIETTE GRECO SHAKA PONK TEXAS MANU CHAO

Fête de l'Humanité

11/12/13
SEPTEMBRE 2015

22€
pour
3 jours

La vignette de la fête de l'Huma
est en vente à

la Maison des communistes

22, avenue Laplace à Arcueil

01.45.47.02.02- pcfarcueil@free.fr

retrouvez-nous sur notre site

arcueil.pcf.fr



Collège : la réforme qui creuse les inégalités *par Eliane Fauché*

Après les rythmes scolaires dans le primaire en 2013, vient la refonte du collège applicable dès 2016.

S'appuyant sur le constat que de nombreux élèves sortent du primaire en maîtrisant mal les acquis fondamentaux notamment la lecture, la mesure phare de la réforme est l'introduction des « enseignements pratiques interdisciplinaires » (EPI) pendant 20% du temps scolaire dès la 5ème, mêlant deux disciplines au moins. Les autres modifications sont l'apprentissage d'une 2ème langue dès la 5ème au lieu de la 4ème aujourd'hui et la quasi disparition du latin et du grec qui seront dispensés dorénavant en option dans l'un des huit modules des EPI. Pour la mise en place de cette réforme, la ministre annonce la création de 4000 postes affectés dans les collèges qui en ont le plus besoin. Précisons que la France compte 7100 collèges !

La majorité de professeurs des collèges

conteste cette réforme qui va renforcer l'autonomie des établissements, engendrant ainsi des différences de parcours entre élèves et donc la fin du collège unique. Mardi 19 mai, ils étaient en grève pour exiger son retrait.

La droite hurle au « nivellement par le bas ». Elle est bien mal placée, elle qui n'a cessé de construire une école

à deux vitesses et proposer de revenir aux enseignements de jadis en triant à 11 ans les enfants et le retour à l'apprentissage à 14 ans.

Mais, cela devient une habitude après la loi Macron, au lendemain de la manifestation des enseignants, le Premier ministre a fait publier au Journal officiel les décrets instaurant cette réforme, une

démonstration de force vécue comme une faute politique bien au-delà des seuls enseignants opposés à la réforme. La situation de l'enseignement au collège

nécessite une réelle ambition, en termes d'investissements et de perspectives pédagogiques, ce que ne propose pas cette réforme. Une ambition qui ne sera possible qu'en rompant avec les

logiques de restrictions budgétaires qui s'abattent sur le système éducatif depuis de nombreuses années. L'éducation nationale devrait porter haut l'idée de l'excellence pour tous, seul moyen de renouer avec un droit à l'éducation qui corrige les inégalités plutôt que de les reproduire.



La Résistance au Panthéon

par Jacques Delahaie

Le 27 mai, journée nationale de la Résistance, date de la création du Conseil National de la Résistance, quatre héros de la Résistance, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion, Pierre Brossolette et Jean Zay, sont entrés au Panthéon. Le Président de la République qui a fait ce choix, a pris soin de rassembler toutes les familles politiques ... sauf une : les communistes. N'y a-t-il pas une forme d'injustice à ne pas avoir honoré toute la Résistance ? A cette question, Roland Leroy, jeune résistant cheminot dès 1940,



ancien député qui fut également directeur du journal L'Humanité, a répondu : « Il est impossible d'évoquer convenablement la Résistance en omettant le rôle des communistes. Aucun d'entre eux n'a été choisi pour figurer au Panthéon. Le choix aurait pourtant été facile parmi Guy Môquet, Henri Rol-Tanguy, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Gabriel Péri, Missak Manouchian et tant d'autres. Ce n'est pas seulement une grave injustice, c'est une falsification profonde de l'histoire nationale. »

Renseignement, une loi dangereuse

par Christian Vidal



Trois mois après les attentats de Paris, un projet de loi sur le renseignement a été présenté en urgence à l'Assemblée nationale et voté fin juin. Des voix de tous horizons jugent cette loi dangereuse pour les libertés publiques. «L'équilibre entre le renforcement de la politique du renseignement et le strict respect des libertés individuelles n'est pas atteint », déplore le député FDG André Chassaigne. En réalité, cette loi dépasse la question du terrorisme. C'est une loi sur la surveillance de masse avec des écoutes généralisées : opposants, syndicalistes, tous

sont susceptibles d'être écoutés, fichés, ciblés. Le Premier ministre sera au cœur du système de renseignement. C'est lui seul qui prendra la décision de recourir à certaines techniques qui ne sont permises aujourd'hui que dans le cadre judiciaire. Les députés Front de gauche ont voté contre. Majoritairement, les députés écologistes ont voté aussi contre. Au PS, à l'UMP, au centre, de nombreuses voix dissidentes se sont exprimées. Le Président de la République a annoncé qu'il solliciterait l'avis du Conseil constitutionnel. Le but : apporter la garantie que ce texte soit bien conforme à la Constitution. Si même lui en doute...

On ne relance pas l'économie au risque de la guerre

Après l'Egypte et l'Inde, avant peut-être l'Arabie Saoudite et les Emirats Unis, la France a vendu 24 avions Rafale au Qatar. Si les élus communistes ont été favorables au programme Rafale pour équiper l'armée française, ils sont opposés à le vendre dans tous les pays qui se trouvent au milieu de zones de tension, de guerre ou qui jouent un rôle très trouble dans le développement des conflits.

Des contreparties graves pour l'emploi en France

En contrepartie de l'achat de ces 24 Rafale, le Qatar pourrait obtenir des droits de trafic supplémentaires vers la France pour sa compagnie aérienne Qatar Airways, obligeant Air France à réduire ses vols sur plusieurs lignes et supprimer 300 emplois.

Pour inverser la courbe du chômage, il y a plus efficace que les armes

Taxer la finance, relancer l'investissement et le pouvoir d'achat, réduire le temps de travail sans diminution de salaire, développer les services publics, voilà qui fait progresser l'emploi en toute sécurité !